



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 4 Septembre 2009

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

» Sommaire

Le discours aux ambassadeurs

3 questions à Louis Dominici

Côte d'Ivoire
Élections présidentielles

Obama en Afrique
Le nouveau partenariat

Télégrammes
Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

Grands Lacs

LA POUDRIERE DU KIVU

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersde.lafrique.fr

ÉLECTIONS

Congo, Mauritanie, Guinée Bissau, Gabon, l'été 2009 a connu quatre élections consécutives.

L'été africain a été scandé par plusieurs élections présidentielles, toutes marquées par des campagnes actives et de forts combats d'opinion.

Au Congo, le Président Sassou NGUESSO a été réélu le 12 juillet avec une considérable avance.

En Mauritanie, le général Mohamed Ould Abdelaziz l'a emporté assez facilement sur ses rivaux le 18 juillet.

En Guinée Bissau, Malam Bacai Sanha a été déclaré vainqueur le 26 juillet. Son adversaire Kumba Yala a reconnu sa victoire.

Au Gabon, où 23 concurrents étaient en lice pour une élection à un seul tour, Ali Bongo Ondimba, fils de feu Omar Bongo, a été élu le 30 août avec 41 % des suffrages, devançant André Mba Obame et Pierre Mamboundou. Depuis l'annonce des résultats, l'opposition conteste l'élection et de sérieux incidents ont éclaté à Port Gentil, où le couvre-feu a dû être instauré plusieurs nuits de suite, avant que le calme revienne.

Par des voies diverses et souvent difficiles, le pluralisme poursuit sa marche en Afrique.

EDITO

La disparition d'Omar Bongo Ondimba



Le doyen des chefs d'Etat africain s'en est allé le 8 juin.

Tous ceux qui l'ont connu dans le monde se souviennent de ses qualités : homme de dialogue au Gabon, où il a su en quarante ans construire l'indépendance et l'unité dans la paix ; médiateur permanent en Afrique, toujours au service de la négociation et de la coopération entre Africains ; voyageur infatigable à travers la planète, où il a affirmé la présence du Gabon, partenaire fidèle de la France et des pays

francophones, et engagé en même temps dans une relation internationale « tous azimuts », avec l'Europe entière, avec les Amériques, comme avec le proche, le moyen et l'extrême orient.

Omar Bongo Ondimba laisse à ceux qui viennent après lui au Gabon, un grand chantier d'action nationale et internationale pour le développement et la solidarité. Beaucoup reste à faire, mais les voies sont ouvertes et le cap est fixé : primauté à la dimension humaine.

Madagascar Le blocage continue

Après le sommet de Maputo et l'accord de transition censé régler la crise politique malgache, l'actuel homme fort de la grande Ile, Andry Rajoelina, a officiellement formé

le 8 septembre un nouveau gouvernement « républicain » ; celui-ci est cependant rejeté par les principales mouvances politiques nationales et par la médiation internationale.

Le discours aux ambassadeurs

Comme chaque année à la fin du mois d'août, les 150 ambassadeurs français viennent écouter le message du Président de la République, du Premier Ministre et du Ministre des affaires étrangères et européennes sur les grandes orientations de politique étrangère. Traduction



Décryptage

Moins d'Afrique

Les discours qui sont prononcés devant des professionnels, dressent nécessairement un panorama des vues et des intentions de la politique étrangère des autorités politiques françaises. Il est donc important d'y mesurer la place de l'Afrique.

Moins de place pour l'Afrique

L'Afrique était absente, le 27 août, dans la brève allocution introductive de deux pages de M. Bernard Kouchner, qui, il est vrai, ne cite aucun continent et se concentre sur la crise économique et financière mondiale, et évoque au passage les grandes problématiques du moment, notamment les

droits de l'homme, la lutte contre le réchauffement climatique et la question de la non prolifération nucléaire.

Pas un mot non plus, le même jour, dans le discours de six pages du Premier Ministre, consacré pour moitié au traitement international et notamment européen de la crise économique et financière mondiale et pour moitié à la situation économique et financière de la France et à la politique intérieure du gouvernement en la matière.

Il en était allé autrement la veille dans le discours d'ouverture prononcé par le Président de la République, qui affectait à l'Afrique presque une page sur un discours de douze pages. Dans son

important discours de clôture (23 pages) le ministre Bernard Kouchner ne revient pas sur le sujet.

Fidélité et rénovation

Le chef de l'état exprime sa double volonté de « fidélité » à l'Afrique et de « rénovation » de la relation franco-africaine. Le prochain sommet France Afrique qui se tiendra en 2010 au Caire sera l'occasion de le souligner. Il rappelle que la France célébrera en 2010 avec 14 pays, anciennes colonies françaises, le cinquantième anniversaire de leur indépendance, et que le prochain 14 juillet verra défiler sur les Champs Elysées des contingents militaires...

Le discours aux ambassadeurs (suite)

(suite)... de ces pays, qui ont contribué à la libération de la France lors des deux conflits mondiaux. Cette même année 2010 sera marquée aussi par le sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

L'aide est un peu augmentée et les accords de défense sont revisités...

Le Président souligne que l'aide publique au développement, qui représentait 0,38 % du PIB de la France en 2007, passe en 2009 à 0,44%, et que 60% de cette aide va à l'Afrique. L'Agence Française de Développement a créé un fonds de soutien à l'initiative privée de 2,5 milliards d'euros utilisables en cinq ans. Il indique, d'autre part, que les accords de défense entre la

France et les pays francophones d'Afrique seront tous renégociés avant fin 2010. D'autre part la France renforcera l'ensemble de ses relations avec d'autres partenaires, tels l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Angola.

Par ailleurs, le Chef de l'état prévient que la France apportera son soutien à l'Afrique « face à la menace croissante d'Al Qaïda ».

...Mais l'impression

générale est que, dans la politique étrangère française aujourd'hui décrite, l'Afrique n'est pas encore appelée à retrouver la place fraternelle qu'elle a eue dans le passé. C'est certes le résultat d'une évolution qui s'est produite sur

plusieurs décennies, où l'on a vu se défaire à Paris, la foi en un destin commun de la France et de l'Afrique, et s'engager la confusion entre la modernisation de la relation et la prise de distance pure et simple, accompagnée d'une réduction drastique de notre coopération culturelle, économique et technique.

« ... on a vu se défaire à Paris, la foi en un destin commun de la France et de l'Afrique. »

La tonalité des derniers discours aux diplomates français est loin de donner l'assurance que la tendance va s'inverser. Les ambassadeurs constatent d'ailleurs que, dans le Livre Blanc commandé en 2008 par le gouvernement, les ambassades en Afrique francophone au sud du Sahara, Dakar exceptée, ne

figurent pas au rang des ambassades de plein exercice, c'est à dire bien dotées, et voient sans cesse diminuer leurs effectifs et leurs moyens d'action. Ils sont en outre d'autant plus portés à s'interroger sur la valeur de la rénovation annoncée, qu'ils voient persister dans la relation politique de Paris avec certains chefs d'état africains, des interférences particulières, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne peuvent que compromettre la qualité de notre action.

Cependant chacun veut encore considérer que, deux ans après l'élection du Président de la République française, le proche avenir verra enfin les choses se clarifier dans le bon sens. C'est un espoir, et c'est un vœu.

3 questions à

Louis Dominici

L'ambassadeur Louis Dominici est un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique. Il a été aussi Représentant Permanent de la France à Rome auprès de l'OAA/FAO, et Président du conseil d'administration du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM).



La lettre de l'Afrique:

Gravement touchée par la faim, l'Afrique peut-elle y échapper bientôt ?

L. Dominici: Sur les 900 millions de personnes

qui souffrent de la faim dans le monde, 200 millions sont en Afrique. Et leur nombre augmente. Cette évolution, globalement négative, même si des améliorations se produisent dans certains pays, a des causes convergentes : pauvreté des milieux naturels notamment dans les zones sahéniennes ; accumulation de populations pauvres dans les villes ; faiblesse de l'agriculture vivrière locale, accompagnant une dépendance aux produits alimentaires importés.

L'aide alimentaire bilatérale ou multilatérale, soit près de 2 milliards de dollars pour l'Afrique, permet de faire face aux urgences dans beaucoup de cas. Mais elle ne constitue pas une réponse durable. La question du nécessaire développement d'une agriculture vivrière nationale, pouvant fournir des aliments de base à prix accessibles, reste essentielle.

LLA : Qu'ont fait les gouvernements des pays africains et la communauté internationale pour tenter de développer les productions nationales ?

L. Dominici: Beaucoup d'efforts ont été déployés. Mais les moyens n'ont pas été réunis. De plus, le FMI et la Banque Mondiale, plaidant pour la liberté du commerce international, ont poussé nombre de pays africains à ouvrir leur marché national aux produits alimentaires de base venant d'autres

« Il faut proposer une Grande Initiative Contre la Faim »

continents, qui ont concurrencé et souvent détruit la faible production vivrière nationale. L'aide bilatérale des pays développés n'a apporté à celle-ci que peu de crédits et d'experts. Parmi les investisseurs privés étrangers, rares ont été ceux qui ont su, de manière exemplaire, créer en Afrique des entreprises produisant aliments de base et boissons pour la consommation nationale.

LLA: Quelles initiatives publiques pouvez-vous recommander ?

L. Dominici: La conscience du drame et la volonté de réagir sont telles qu'il y a de meilleures chances pour que le soutien à l'agriculture vivrière devienne concrètement une priorité absolue des politiques nationales africaines et de la coopération internationale. Il importe maintenant que les uns et les autres se décident à y consacrer effectivement des crédits nationaux et internationaux dans des proportions jamais atteintes. Il faudra savoir au besoin protéger de la concurrence extérieure les productions vivrières locales existantes et à venir.

Les mesures de relance à prendre touchent tous les domaines : de la gestion des sols et des eaux douces, au développement des voies et moyens de transports et des circuits commerciaux locaux, en passant par la distribution des crédits financiers, jusqu'à l'amélioration générale des conditions de vie, particulièrement de santé et d'éducation, en milieu rural. La France peut avoir un rôle d'entraînement, dans les enceintes européennes et mondiales, comme par des coopérations exemplaires sur le terrain africain. C'est le moment pour nos plus hautes autorités, de proposer dans cet esprit une « Grande Initiative Contre la Faim. »

COTE D'IVOIRE**Vers l'élection présidentielle du 29 novembre**

Reportée plusieurs fois depuis l'expiration du mandat du chef de l'État Laurent Gbagbo, l'élection présidentielle tant attendue, devrait, sauf événement de dernière minute et même si certains demeurent sceptiques, se tenir le 29 novembre prochain.

Depuis le mois d'avril, beaucoup de choses ont évolué, plutôt favorablement, vers le déroulement de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

Les listes sont quasiment prêtes.

Tout d'abord le processus « d'identification » de la population électorale s'est achevé et l'on recense plus de 6,4 millions d'électeurs potentiels qui vont très prochainement disposer de cartes d'identité et de cartes d'électeurs élaborées selon les techniques les plus modernes (empreintes digitales, photo média métrique etc...). Les ordinateurs croisent en ce moment des fichiers, pour établir, avant le 15 septembre, la liste électorale définitive.

La Commission Electorale Indépendante (CEI) s'est engagée fin juillet sur un calendrier permettant un scrutin le 29 novembre. Cette date paraît encore possible

**Obama Le nouveau partenariat pour l'Afrique**

La diplomatie américaine a vécu un été marathon sur le continent africain. Après la visite éclair de Barak Obama le 10 juillet au Ghana, le voyage de sa secrétaire d'État Hillary Clinton, 3 semaines après, marque à l'évidence un regain d'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique.

La prime à la bonne gouvernance

Très attendu à Accra pour son premier voyage officiel sur le sol africain, Barak Obama a défini sa nouvelle stratégie pour le continent ; c'est la bonne gouvernance qui déterminera le nouveau partenariat afro-américain qu'il imagine. L'aide

américaine, ciblée sur les secteurs alimentaires et la santé sera conditionnée par le degré de démocratisation des états (ce qui explique le choix du Ghana, symbole de l'alternance démocratique réussie).

Obama a promis de poursuivre l'aide financière et de prolonger l'AGO (African Growth Opportunity Act) en ouvrant d'avantage le marché américain aux produits africains.

Mais derrière ces discours et les promesses liées aux droits de l'homme, se cachent mal les préoccupations économiques et de sécurité, alors que grandit la

et le Conseil de Sécurité de l'ONU l'a saluée fin juillet et a félicité les pouvoirs publics ivoiriens de leurs travaux en ce sens. Il a prorogé le mandat de l'ONUCI jusqu'au 31 janvier 2010.

La Côte d'Ivoire a aussi bénéficié en mai 2009 d'annulations et de rééchelonnement de sa dette auprès des institutions financières de Washington et du Club de Paris. Les perspectives économiques du pays sont donc prometteuses.

La question de la remise des armes

A Abidjan, où l'on signale la volonté de tenir la date du 29 novembre, on signale que

« **La CEI s'est engagée... sur un scrutin le 29 novembre** »

la dernière difficulté avant l'élection reste que l'Accord Politique de Ouagadougou n'est toujours pas intégralement appliqué.



Abidjan

Les « Forces Nouvelles » du Nord n'ont pas encore rendu les armes et continuent de « gérer » leur zone et à y prélever des taxes. Cette situation devrait normalement cesser au moins deux mois avant le scrutin.

Les principaux candidats, Laurent Gbagbo, Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara, occupent le devant de la scène et sont sur le terrain. Avant même la campagne électorale proprement dite, la compétition dans les sondages et les annonces a commencé. Laurent Gbagbo est ainsi apparu nettement favori pour le premier tour, dans un sondage SOFRES de juillet dernier.

Bien évidemment, à deux mois et demi de la date prévue, le résultat de l'élection reste ouvert.

A l'heure où la Chine est omniprésente et où la Russie amorce un retour, la tournée américaine de l'été sur le sol africain prend une réelle dimension stratégique.

puissance de la Chine en Afrique.

Deux enjeux fondamentaux : le pétrole et la lutte contre le terrorisme

Hilary Clinton a visité 7 pays clés du continent,

principalement riches en ressources naturelles (Angola, Nigeria, RDC) ; en effet, le pétrole africain est plus que jamais un enjeu stratégique pour la

Maison Blanche, et même si le continent ne représente que 2% du commerce extérieur américain, il fournit aux USA 20% (25% en 2025) de sa consommation

pétrolière ; il est vital pour Washington de sécuriser les routes d'approvisionnement de matières premières, surtout dans le golfe de Guinée où les groupes pétroliers exploitent de plus en plus les riches réserves de la côte ouest.

Corollaire de cette dépendance énergétique, la lutte contre le terrorisme reste une priorité pour l'administration américaine qui cherche toujours un pays d'accueil pour son organisation militaire Africom et encadre une coopération militaire renforcée avec l'initiative de lutte antiterroriste dans les pays du Sahel. L'Afrique retrouve une place stratégique dans la politique extérieure américaine.

« **Yes you can** »

Renouveau démocratique et pouvoir au Gabon (1990-1993)*Wilson-André Ndombet Karthala 2009*

A la fin des années 1980, une conférence nationale déboucha sur la mise en place de nouvelles institutions démocratiques. Ce livre tente de restituer l'histoire de cette période à un moment où ce pays semble en passe de connaître un nouveau tournant, et éclairer sur son avenir.

Histoire de la télévision en Afrique noire francophone*Tidiane Diop Karthala 2009*

Cette saga du petit écran en Afrique noire francophone, des origines à nos jours est signée par un journaliste sénégalais, actuellement fonctionnaire international à l'OIF. Elle raconte près de 50 ans d'histoire de la télévision.

L'offensive chinoise en Afrique*Philippe Richer Karthala 2009*

L'auteur, ancien ambassadeur de France à Hanoï, est l'un des grands spécialistes de l'Asie ; il analyse l'émergence de la Chine en Afrique comme un fait géopolitique majeur et explique comment l'offensive chinoise

change les règles du jeu sur le continent noir et place les puissances installées face au fait accompli.

L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain*Benoît Ferry Karthala 2008*

Alors que la population du continent va presque doubler dans les quarante ans qui viennent, cet ouvrage rassemble les travaux de chercheurs spécialisés qui identifient les actions prioritaires et urgentes que le continent doit mettre en oeuvre pour faire face à ces défis démographiques.

TELEGRAMMES TELEGRAMMES TELEGRAMMES

Afrique du Nord

- **Mauritanie** Le nouveau président Mohamed Ould Abdelaziz élu en juillet, a reconduit le Premier ministre Ould Mohamed Laghdaf et nommé plusieurs femmes à des postes stratégiques ;
- **UPM** Après plusieurs mois de gel, deux sommets se sont tenus cet été à Paris et à Bruxelles consacrés au développement durable ;
- **Libye** 2 septembre : Célébration du quarantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Mouamar Kadhafi et sommet de l'Union africaine consacrée aux conflits ;

Afrique subsaharienne

- **Ouganda** Le président Yoweri Museveni a du faire face du 10 au 13 septembre, à Kampala, à une flambée de violence qui a opposé l'ethnie des *Baganda* aux forces de sécurité ;
- **Guinée Bissau** 2 août : Malam Bacaï Sanha vainqueur de l'élection présidentielle ; intronisation le 8 septembre
- **RDC** Tensions et exactions se poursuivent dans le Kivu avec un pic de violence cet été et l'assassinat d'un journaliste à Bukavu ;
- **Congo Brazzaville** 12 juillet : Denis Sassou Nguesso a été largement réélu avec 78% des voix et une forte abstention ;
- **Gabon** 2 septembre : Ali Bongo est déclaré vainqueur de l'élection présidentielle alors que l'opposition ne reconnaît pas les résultats de cette élection ;
- **France** Jacques Toubon désigné par le président Sarkozy pour conduire la mission « 2010, année de l'Afrique » ;

7ème rapport de la BANQUE MONDIALE

« Doing Business 2009 »

Le nouveau rapport de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires confirme qu'en dépit d'un contexte international tendu, le niveau de réformes engagé dans une majorité d'États Africains s'accélère.

Comme chaque année, l'exercice passe en revue les législations et les textes touchant aussi bien le droit des entreprises et le délai d'obtention de prêt que la protection des droits et des investissements, le transfert de propriété ou l'exécution des contrats.

L'île Maurice confirme sa position de leader en la matière. Mais pour la première fois, le Rwanda est le mieux noté, ce qui manifeste la rapide évolution de ce pays et constitue une justification de plus à l'attention qu'on lui porte, en raison de sa position stratégique en Afrique centrale, dans la proximité de la république démocratique du Congo.

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.